

Bref aperçu sur les délibérations de l'ONU sur la cybersécurité et le cybercrime

Département de l'ICANN en charge de la relation avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales

M. Veni Markovski
GE-001
28 février 2020



TABLE DES MATIERES

Historique de l'engagement de l'ICANN aux Nations Unies	3
Cyber-discussions à l'ONU	3
Situation actuelle (février 2020)	4
Résultats attendus en 2020	7
Implication du secteur commercial à l'ONU et autres informations pertinentes	7
Conclusions	8

Historique de l'engagement de l'ICANN aux Nations Unies

L'équipe en charge de la relation avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales (OIG) de l'ICANN (GE) a suivi les discussions aux Nations Unies à New York depuis 2014.

Nous avons observé, au cours des délibérations sur la résolution de l'Assemblée générale (AGNU) sur les TIC au service du développement en 2014 et lors des négociations du SMSI+10 en 2015, que les diplomates des Nations Unies débattaient de questions ayant trait directement aux attributions de l'ICANN, ou qui ont le potentiel de les affecter. Au cours des cinq dernières années, de nombreuses propositions différentes ont circulé à l'ONU, parmi elles : changer le modèle de gouvernance de l'Internet de son modèle multipartite original (Agenda de Tunis du SMSI) vers un modèle plus multilatéral ; ou d'entériner des textes dans des résolutions de l'AGNU, ce qui aurait généré l'exigence que l'ICANN modifie ses statuts constitutifs, etc.

Après avoir examiné différentes options pour aborder ces questions et les discussions de l'ONU, le GE de l'ICANN a décidé, outre le suivi actif de ces résolutions et discussions, de lancer un effort éducatif pluriannuel qui inclurait des ateliers et des séminaires réguliers à l'intention des diplomates à l'ONU, ainsi qu'un engagement accru avec les agences pertinentes de l'ONU afin de fournir des informations factuelles à la population, qui négocie toutes ces résolutions. Un exemple de cet engagement a été la visite en 2018 du Président-directeur général de l'ICANN, Göran Marby, à l'ONU et ses réunions avec le secrétaire général de l'ONU et d'autres fonctionnaires de haut niveau, son discours au Forum des Nations Unies sur la science, la technologie et l'innovation pour les objectifs du développement durable, ainsi que son exposé face à environ 60 diplomates de différentes missions permanentes.

De surcroît, le GE a organisé chaque année un certain nombre de réunions d'information et d'ateliers organisés par différentes missions permanentes, axés sur différentes questions techniques présentées à l'ONU par certains des principaux experts dans le domaine du fonctionnement technique de l'Internet et de la sécurité du DNS.

Cyber-discussions à l'ONU

Les discussions sur la cybersécurité à l'ONU ont subi un changement de paradigme en 2019. Alors qu'il n'y avait auparavant qu'un seul processus pour les discussions sur la cybersécurité, au sein du Groupe d'experts gouvernementaux (GGE), en 2020, trois processus distincts liés à la cybersécurité sont en cours à l'AGNU : le GGE, le Groupe de travail à composition non limitée (OEWG) et le Comité intergouvernemental spécial d'experts à composition non limitée (OECE), chargé de mener une étude approfondie sur la cybercriminalité. Certaines discussions relatives à la confiance et à la sécurité se poursuivent au Forum sur la gouvernance de l'Internet (IGF) et certaines sont dans le cadre du processus de suivi après la publication du rapport du Groupe de haut niveau des Nations Unies sur la coopération numérique (UNHLPDC)¹. Cela reflète une inquiétude croissante parmi les États membres et une tendance constante à déplacer les conversations sur la cybersécurité des autres agences et sites de l'ONU vers le siège de l'ONU à New York.

¹ Consultez le rapport [ici](#).

L'OEWG, récemment créé, et le dernier GGE ont été créés en 2018 par des résolutions de l'AGNU. Les deux groupes ont commencé leur travail à l'automne 2019, et tous les deux sont censés publier des rapports. L'OEWG a été fondé par la résolution 73/27 de l'Assemblée générale des Nations Unies² avec l'objectif, entre autres, de « continuer, en tant que priorité, à développer davantage les règles, normes et principes du comportement responsable des États » dans le cyberspace³. Ces normes sont décrites dans des itérations antérieures du GGE qui a publié des rapports en 2010, 2013 et 2015. Le GGE de 2019 a été créé par la résolution 73/266 de l'Assemblée générale des Nations Unies⁴ dans le but, entre autres, de « faire face aux menaces existantes et potentielles dans le domaine de la sécurité de l'information, y compris les normes, les règles et les principes d'un comportement responsable des États, les mesures de renforcement de la confiance et le renforcement des capacités, ainsi que la manière dont le droit international s'applique à l'utilisation des technologies de l'information et des communications par les États ».

En 2019, l'AGNU a créé un troisième groupe, l'OECE, avec un seul objectif, celui de travailler à la rédaction d'une convention des Nations Unies sur la cybercriminalité.⁵ Ce groupe tiendra sa première réunion organisationnelle en août 2020.⁶ À ce jour, il n'y a plus d'informations à propos de ce groupe.

Situation actuelle (février 2020)

Le GGE est composé d'experts représentant 25 pays : Australie, Brésil, Chine, Estonie, France, Allemagne, Inde, Indonésie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Maurice, Mexique, Maroc, Pays-bas, Norvège, Roumanie, Fédération russe, Singapour, Afrique du Sud, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis et Uruguay. Il est présidé par l'Ambassadeur Guilherme Patriota du Brésil. Le GGE n'est pas un groupe ouvert, au contraire, seuls ses membres peuvent participer à ses séances ; toutefois, les experts peuvent y convier des membres de délégation supplémentaires de leurs pays respectifs.

En décembre 2019, le GGE a tenu des « consultations informelles » de 2 jours entre les 25 experts et les autres États membres. Les consultations du GGE ont été suivies par la session normale du groupe de 5 jours. Au cours des « consultations informelles » du GGE, certains États membres n'ayant pas d'experts au sein du GGE ont exprimé des opinions sur le fait que le travail du GGE est moins inclusif que celui effectué par l'OEWG ; l'un des arguments a été le nombre de déclarations faites par les parties prenantes non gouvernementales au cours des « consultations informelles » de l'OEWG (voir ci-dessous). La deuxième session du GGE a eu lieu du 24 au 28 février à Genève.

²Consultez la résolution [ici](#).

³ Pour ce document, nous utilisons le terme cybersécurité, mais l'ONU parle de « développements dans le domaine de l'information et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale ».

⁴Consultez la résolution [ici](#).

⁵ Dans ce document, nous parlons de la « convention sur la cybercriminalité », alors que l'ONU l'évoque comme la « convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles ».

⁶Consultez la résolution [ici](#).

Comme mentionné ci-dessus, les GGE précédents ont élaboré plusieurs rapports⁷, qui décrivent le comportement souhaitable des États dans le cyberspace ; ces normes ne sont pas contraignantes mais donnent une idée de l'importance qu'attachent les États membres à la cybersécurité.⁸

L'OEWG, bien que le nom puisse induire en erreur le lecteur inexpérimenté, n'est pas ouvert à *tous*, mais seulement à *tous les États membres de l'ONU*, et il fonctionne suivant le règlement intérieur de l'AGNU. Il a tenu deux sessions de fond – en septembre 2019 et en février 2020, et il y aura encore une en juillet 2020. Il a également tenu une consultation informelle multipartite en décembre (114 déclarations ont été lues par autant de participants d'ONG). Il y aura deux autres consultations informelles pendant la période intersessions avec les États membres à la suite de la publication du premier projet de rapport du président, prévue pour le début de mars 2020. Le président de l'OEWG est le représentant permanent de la Suisse auprès de l'ambassadeur des Nations Unies, Jurg Lauber.

Au cours des séances de fond de l'OEWG jusqu'à présent, certaines questions clés sont devenues plus claires, entre autres, qu'il n'y a pas d'accord sur l'applicabilité du droit international existant dans le cyberspace, et qu'il existe des points de vue divergents sur le comportement des États dans l'utilisation des TIC pour des attaques offensives. Il a été mentionné que plus de 1/3 des États membres ont montré qu'ils avaient une capacité cybernétique offensive et il y a eu des appels à plus de transparence dans la diffusion d'informations par les États membres sur leurs compétences militaires cybernétiques. Bien que ces questions ne concernent pas les fonctions principales de l'ICANN, elles fournissent quelques idées sur l'orientation générale des discussions.

L'un des sujets discutés par l'OEWG, qui a également été abordé dans les GGE précédents, a été l'infrastructure essentielle de l'Internet. Bien que la nécessité de protéger l'infrastructure essentielle de l'Internet contre les attaques ne soit pas un sujet central dans les délibérations actuelles, la première session de l'OEWG en septembre 2019 était un moment important pour l'ICANN, lorsque la Chine⁹ a fourni une soumission écrite comprenant les déclarations suivantes :

« La distribution déséquilibrée actuelle et le système injuste de gestion des ressources essentielles de l'Internet posent de graves menaces à la sécurité pour le bon fonctionnement des infrastructures essentielles ».

et

« Les États devraient participer à la gestion et à la distribution des ressources internationales de l'Internet sur un pied d'égalité ».

Dans la session de février de l'OEWG, la Chine a également déclaré¹⁰ :

« Les pays devraient développer un système multilatéral démocratique et transparent de gouvernance de l'Internet »

⁷ Consultez les rapports du GGE de [2010](#), [2013](#) et [2015](#).

⁸ Du matériel de lecture supplémentaire peut être trouvé sur le site Web du GGE ; consultez par exemple [ce](#) rapport qui détaille les résultats des consultations du GGE en 2019 dans le monde entier.

⁹ Consultez la contribution [ici](#).

¹⁰ Tel qu'il a été entendu pendant la réunion et confirmé par l'enregistrement vidéo.

et

« Les administrateurs des principales ressources de l'Internet, comme les serveurs racine, ne devraient pas être contrôlés par un gouvernement ».

Au cours des discussions de l'OEWG de février, certains États membres ont exprimé leur position selon laquelle un nouveau mécanisme de traitement des problèmes liés à la cybersécurité était nécessaire, et qu'il devrait être multilatéral et encadré dans le système des Nations Unies. Certains ont également exprimé l'avis qu'un nouvel OEWG devrait être établi, avec un plus long terme (l'actuel est d'un an et se termine cet automne), et que les parties prenantes non gouvernementales devraient être impliquées encore plus activement.

Résultats attendus en 2020

OEWG

Bien qu'il soit trop tôt pour estimer la possibilité d'avoir un rapport de consensus de l'OEWG (ce qui est exigé en vertu des résolutions de l'AGNU ; c'est-à-dire que même un État membre pourrait faire dérailler la publication du rapport), il y aura suffisamment de projets et de discussions pour que nous puissions voir dans quel sens avance l'OEWG.

Un certain nombre d'États membres ont exprimé leur volonté de renouveler le mandat de l'OEWG, ce qui pourrait être un résultat (qu'il y ait un rapport ou non). Certains experts ont partagé leur avis que l'OEWG pourrait devenir un groupe de travail permanent.

L'un des principaux défis pour le groupe est la question de l'applicabilité du droit international existant dans le cyberspace.

GGE

Il est prévu que le rapport du GGE soit publié en 2021. Il sera intéressant de voir s'ils auront une deuxième série de consultations informelles plus tard dans l'année et, dans l'affirmatif, si les travaux existants de l'OEWG auraient un impact quelconque sur les déclarations des pays lors des consultations du GGE.

OECE

La première session organisationnelle de ce groupe¹¹ aura lieu en août 2020 ; à ce moment-là, le groupe accordera les modalités de ses activités futures, qui seront soumises à l'AGNU pour son examen et approbation.

Implication du secteur commercial à l'ONU et autres informations pertinentes

En 2020, Microsoft a annoncé¹² la création d'un « bureau à New York pour travailler avec les Nations Unies ». Il est important de préciser qu'il sera dirigé par John Frank, l'ancien directeur des relations gouvernementales de Microsoft pour l'Europe, qui a quitté Bruxelles pour s'occuper du portefeuille de l'ONU. Il s'agit d'une forte poursuite des efforts précédents de Microsoft de s'engager avec l'ONU à Genève et à New York.

En amont de la réunion de « consultations informelles » de l'OEWG en décembre 2019, dans la période intersession, Microsoft a parrainé¹³ un site Web dédié à l'inscription en ligne pour ladite réunion et a publié un document de 8 pages intitulé¹⁴ « Protéger les gens dans le cyberspace : le rôle vital de l'ONU en 2020 ». Microsoft avait une délégation relativement nombreuse aux

¹¹ Consultez la résolution établissant la création de l'OECE [ici](#).

¹² Consultez le blog de Microsoft [ici](#).

¹³ Pour plus d'informations, accédez [ici](#).

¹⁴ Les contenus sont disponibles pour les télécharger [ici](#).

consultations informelles intersessions de l'OEWG dans la période intersession et a intervenu plusieurs fois. Microsoft est également très active à travers son représentant au sein du Groupe consultatif multipartite (MAG) de l'IGF.

Une autre information pertinente est le travail continu, suivant la question du rapport du Groupe de haut niveau des Nations Unies sur la coopération numérique¹⁵ (des tables rondes virtuelles qui sont convoquées sous les auspices du Bureau du Conseiller spécial, le Secrétaire général adjoint Fabrizio Hochschild. Il existe huit groupes de ce type. L'ICANN ne participe pas à ces discussions.

Conclusions

Bien que ces délibérations de l'ONU soient encore récentes et que leur résultat (du moins pour l'instant) soit incertain, il semble désormais plus probable que l'OEWG publie son rapport plus tard dans l'année. Le rapport devra être non controversé, de sorte qu'il soit accepté par tous les États membres, car, conformément aux résolutions de l'AGNU établissant la création du groupe, le consensus est une exigence.

Ce rapport pourrait servir de base à de futurs travaux à l'ONU et pourrait également ouvrir la voie aux pays pour commencer à examiner la législation nationale, ce qui prendra en considération certaines parties des rapports, en fonction de ce qui correspond mieux aux besoins de chaque nation. Cela ne constituera point un précédent, comme nous l'avons vu¹⁶ dans le passé lorsque les forces de l'ordre nationales ont utilisé, par exemple, la Constitution de l'UIT pour suspendre des sites Web. C'est précisément cette histoire des pays qui utilisent les résolutions des Nations Unies et de ses organismes, ainsi que d'autres documents pertinents, pour raisonner ou expliquer¹⁷ des amendements à la législation nationale, ce qui justifie partiellement le suivi continu des délibérations des Nations Unies et de ses organismes, et le travail explicatif continu avec les missions.

¹⁵ Accédez à leur site Web [ici](#).

¹⁶ Accédez à l'article [ici](#) (en russe)

¹⁷ Voyez, par exemple, [ici](#). (Accès sécurisé qui requiert un mot de passe)

